

F. 99 — 1164

[99/09386]

10 MARS 1999. — Loi modifiant la loi du 5 avril 1962 reconnaissant les modifications de l'archevêché de Malines et la création de l'évêché d'Anvers, la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes et le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté en Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Dispositions modifiant la loi du 5 avril 1962 reconnaissant les modifications de l'archevêché de Malines et la création de l'évêché d'Anvers*

Art. 2. Dans l'article 2 de la loi du 5 avril 1962 reconnaissant les modifications de l'archevêché de Malines et la création de l'évêché d'Anvers, les mots « la province de Brabant » sont remplacés par les mots « la province du Brabant wallon, la province du Brabant flamand, l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale ».

Art. 3. L'article 4 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. — Le Roi fixe la participation de la province d'Anvers, de la province du Brabant wallon, de la province du Brabant flamand et de la Région de Bruxelles-Capitale aux charges provinciales afférentes aux fabriques cathédrales de Saint-Rombaut et des Saints-Michel-et-Gudule, en proportion de la population comprise dans l'archidiocèse conformément à l'article 111 du décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises. »

CHAPITRE III. — *Dispositions modifiant de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes*

Art. 4. Il est inséré, dans la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, un nouveau chapitre *Ibis*, comprennant les articles 15bis, 15ter, 15quater et 15quinquies, rédigés comme suit :

« CHAPITRE I^{er}bis. — De la tutelle générale sur les actes et de la tutelle coercitive sur les membres des fabriques des églises

Section 1^{er}

De la tutelle générale

Art. 15bis. — Le gouverneur de province peut, par un arrêté motivé, suspendre l'exécution de l'acte par lequel une fabrique d'église sort de ses attributions, viole la loi ou blesse l'intérêt général.

L'arrêté de suspension doit intervenir dans les quarante jours de la réception de l'acte auprès du gouverneur de province; il est immédiatement notifié à la fabrique d'église, qui en prend connaissance sans délai et peut justifier l'acte suspendu, à l'autorité cultuelle compétente, au Ministre de la Justice et au Collège des bourgmestre et échevins de la commune intéressée, au cas où l'acte entraîne une incidence budgétaire.

La fabrique d'église dont l'acte est régulièrement suspendu peut le retirer.

Passé le délai prévu à l'article 15ter, la suspension est levée.

Art. 15ter. — Le gouverneur de province peut, par un arrêté motivé, annuler l'acte par lequel une fabrique d'église viole la loi ou blesse l'intérêt général.

L'arrêté d'annulation doit intervenir dans les quarante jours de la réception de l'acte auprès du gouverneur de province, ou, le cas échéant, dans les quarante jours de l'approbation de l'acte par la députation permanente du conseil provincial ou de la réception auprès du gouverneur de province de l'acte par lequel la fabrique d'église a pris connaissance de la suspension.

N. 99 — 1164

[98/09386]

10 MAART 1999. — Wet tot wijziging van de wet van 5 april 1962 houdende erkenning van de wijzigingen aan het aartsbisdom Mechelen en van de oprichting van het bisdom Antwerpen, de wet van 4 maart 1870 op de temporaliën van de erediensten en het keizerlijk decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen tot wijziging van de wet van 5 april 1962 houdende erkenning van de wijzigingen aan het aartsbisdom Mechelen en van de oprichting van het bisdom Antwerpen*

Art. 2. In artikel 2 van de wet van 5 april 1962 houdende erkenning van de wijzigingen aan het aartsbisdom Mechelen en van de oprichting van het bisdom Antwerpen worden de woorden « de provincie Brabant » vervangen door de woorden « de provincie Vlaams-Brabant, de provincie Waals-Brabant, het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad ».

Art. 3. Artikel 4 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 4. — De Koning bepaalt het aandeel van de provincie Antwerpen, de provincie Vlaams-Brabant, de provincie Waals-Brabant en het Brussel Hoofdstedelijk Gewest in de provincielasten voor de kathedralen kerkfabrieken Sint-Rombouts en Sint-Michiel- en Goedele in verhouding tot de in het aartsbisdom begrepen bevolking overeenkomstig artikel 111 van het keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken. »

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen tot wijziging van de wet van 4 maart 1870 op de temporaliën van de erediensten*

Art. 4. In de wet van 4 maart 1870 op de temporaliën van de erediensten wordt een nieuw hoofdstuk *Ibis* ingevoegd, bevattende de artikelen 15bis, 15ter, 15quater en 15quinquies, luidend als volgt :

« HOOFDSTUK Ibis. — *Algemeen toezicht op de handelingen en dwingend toezicht op de leden van de kerkfabrieken*

Afdeling 1

Algemeen toezicht

Art. 15bis. — De provinciegouverneur kan, bij een met redenen omkleed besluit, de uitvoering schorsen van de handeling waarbij een kerkfabriek haar bevoegdheid te buiten gaat, de wet schendt of het algemeen belang schaadt.

Het schorsingsbesluit moet worden genomen binnen veertig dagen nadat de handeling bij de provinciegouverneur is ingekomen; van het schorsingsbesluit wordt dadelijk kennis gegeven aan de kerkfabriek die er onverwijld kennis van neemt en de geschorste handeling kan rechtvaardigen, aan de voor de eredienst bevoegde overheid, aan de Minister van Justitie en aan het College van burgemeester en schepenen van de betrokken gemeente, voor zover de handeling een budgettaire weerslag met zich meebrengt.

De kerkfabriek wier handeling regelmatig wordt geschorst, kan ze intrekken.

Na het verstrijken van de termijn bepaald in artikel 15ter, is de schorsing opgeheven.

Art. 15ter. — De provinciegouverneur kan, bij een met redenen omkleed besluit, de handeling vernietigen waarbij een kerkfabriek de wet schendt of het algemeen belang schaadt.

Het vernietigingsbesluit moet worden genomen binnen veertig dagen nadat de handeling bij de provinciegouverneur is ingekomen, of, in voorkomend geval, binnen veertig dagen nadat ze door de bestendige deputatie van de provincieraad goedgekeurd is of nadat de handeling waaruit blijkt dat de kerkfabriek kennis heeft genomen van de schorsing, bij de provinciegouverneur is ingekomen.

L'arrêté d'annulation pris par le gouverneur est notifié immédiatement aux intéressés, à l'autorité cultuelle compétente, au Ministre de la Justice et au Collège des bourgmestres et échevins, au cas où l'acte entraîne une incidence budgétaire, par lettre recommandée à la poste et publié par extrait au « Mémorial administratif ».

L'arrêté d'annulation du gouverneur peut, sans préjudice de son exécution immédiate, être mis à néant par le Roi, sur proposition du Ministre de la Justice, dans le délai d'un mois à compter du jour où une expédition pour notification en a été envoyée à la fabrique d'église par lettre recommandée à la poste.

Art. 15*quater*. — Les opérations civiles et l'acceptation des libéralités dont le montant ne dépasse pas quatre cents mille francs sont soumises à la tutelle générale. La liste de ces actes est transmise au gouverneur de province à l'issue de chaque trimestre civil.

Le Roi peut adapter à l'évolution monétaire le montant fixé à l'alinéa précédent.

Section 2

De la tutelle coercitive

Art. 15*quinquies*. — Le gouverneur de province peut, après deux avertissements consécutifs constatés par la correspondance, charger un ou plusieurs commissaires de se transporter sur les lieux aux frais personnels des membres de la fabrique d'église en retard de satisfaire aux avertissements, à l'effet de recueillir les renseignements ou observations demandés, ou de mettre à exécution les mesures prescrites par les lois, décrets, ordonnances, règlements généraux et arrêtés de l'Etat, des Communautés, des Régions et des institutions provinciales.

L'envoi d'un ou de plusieurs commissaires est immédiatement communiqué par le gouverneur à l'autorité cultuelle compétente, au Ministère de la Justice et au Collège des bourgmestres et échevins, au cas où l'acte entraîne une incidence budgétaire.

La rentrée des frais à charge des membres de la fabrique d'église est poursuivie, comme en matière de contributions directes, par le receveur de l'Etat, après que le gouverneur ait déclaré l'ordonnance exécutoire.

Dans tous les cas, un recours au Roi est ouvert. »

Art. 5. Il est inséré, dans le même loi, un nouveau chapitre IIbis, comprenant les articles 17bis, 17ter, 17*quater* et 17*quinquies*, rédigés comme suit :

« CHAPITRE IIbis. — De la tutelle générale sur les actes et de la tutelle coercitive sur les membres des fabriques cathédrales

Section 1^{er}

De la tutelle générale

Art. 17bis. — Le Ministre de la Justice peut, par un arrêté motivé, suspendre l'exécution de l'acte par lequel une fabrique cathédrale sort de ses attributions, viole la loi ou blesse l'intérêt général.

L'arrêté de suspension doit intervenir dans les quarante jours de la réception de l'acte au Ministère de la Justice.

Il est immédiatement notifié à la fabrique cathédrale intéressée, qui en prend connaissance sans délai et qui peut justifier l'acte suspendu, ainsi qu'à l'autorité cultuelle compétente et à la députation permanente du conseil provincial, au cas où l'acte entraîne une incidence budgétaire.

La fabrique cathédrale dont l'acte est régulièrement suspendu peut le retirer.

Passé le délai prévu à l'article 17ter, la suspension est levée.

Art. 17ter. — Le Roi peut, par un arrêté motivé, annuler l'acte par lequel une fabrique cathédrale viole la loi ou blesse l'intérêt général.

L'arrêté d'annulation doit intervenir dans les quarante jours de la réception de l'acte de la fabrique cathédrale au ministère de la justice ou de la réception au ministère de la justice de l'acte par laquelle la fabrique cathédrale a pris connaissance de la suspension.

Het door de gouverneur genomen vernietigingsbesluit wordt onmiddellijk, bij een ter post aangetekend schrijven, ter kennis gebracht van de betrokkenen, de voor de eredienst bevoegde overheid, de Minister van Justitie en aan het College van burgemeester en schepenen van de betrokken gemeente, voor zover de handeling een budgettaire weerslag met zich meebrengt, en bij uitreksel bekendgemaakt in het « Bestuursmemoriaal ».

Het vernietigingsbesluit van de gouverneur kan, onverminderd de onmiddellijke toepassing ervan, door de Koning, op voorstel van de Minister van Justitie, worden teniet gedaan binnen een maand te rekenen van de dag waarop bij een ter post aangetekend schrijven een afschrift van voormeld besluit ter kennisgeving aan de kerkfabriek is gezonden.

Art. 15*quater*. — De civielrechtelijke handelingen en de aanneming van giften waarvan het bedrag vierhonderdduizend frank niet overschijdt, zijn aan het algemeen toezicht onderworpen. De lijst van die handelingen wordt na afloop van elk kalenderkwartaal toegezonden aan de provinciegouverneur.

De Koning kan het bedrag dat in het voorgaande lid wordt vastgesteld, aanpassen aan de monetaire ontwikkeling.

Afdeling 2

Dwingend toezicht

Art. 15*quinquies*. — Na twee opeenvolgende, uit de briefwisseling blijkende waarschuwingen, kan de provinciegouverneur één of meer commissarissen gelasten zich ter plaatse te begeven, op de persoonlijke kosten van de leden van de kerkfabriek die verzuimd hebben aan de waarschuwingen gevolg te geven, teneinde de gevraagde inlichtingen of opmerkingen in te zamelen of de maatregelen ten uitvoer te brengen die zijn voorgeschreven bij de wetten, decreten, ordonnances, algemene reglementen en besluiten van de Staat, de Gemeenschappen, de Gewesten en de provinciale instellingen.

Het sturen van één of meer commissarissen wordt door de gouverneur onmiddellijk aan de voor de eredienst bevoegde overheid, aan de Minister van Justitie en aan het College van burgemeester en schepenen van de betrokken gemeente, voor zover de handeling een budgettaire weerslag met zich meebrengt, medegedeeld.

De invordering van de kosten ten laste van de leden van de kerkfabriek geschiedt, zoals inzake directe belastingen, door de rijksontvanger, nadat de gouverneur het bevelschrift uitvoerbaar heeft verklaard.

In alle gevallen staat beroep open bij de Koning. »

Art. 5. In dezelfde wet wordt een nieuw hoofdstuk IIbis ingevoegd, bevattende de artikelen 17bis, 17ter, 17*quater* en 17*quinquies*, luidend als volgt :

« HOOFDSTUK IIbis. — Algemeen toezicht op de handelingen en dwingend toezicht op de leden van de kathedrale kerkfabrieken

Afdeling I

Algemeen toezicht

Art. 17bis. — De Minister van Justitie kan, bij een met redenen omkleed besluit, de uitvoering schorsen van de handelingen waarbij een kathedrale kerkfabriek haar bevoegdheid te buiten gaat, de wet schendt of het algemeen belang schaadt.

Het schorsingsbesluit moet worden genomen binnen veertig dagen nadat de beslissing op het ministerie van justitie is ingekomen.

Van het schorsingsbesluit wordt dadelijk kennis gegeven aan de kathedrale kerkfabriek, die er onverwijd kennis van neemt en de geschorste handeling kan rechtvaardigen, aan de voor de eredienst bevoegde overheid en aan de bestendige deputatie van de provincieraad, voor zover de handeling een budgettaire weerslag met zich meebrengt.

De kathedrale kerkfabriek wier handeling regelmatig wordt geschorst, kan ze intrekken.

Na het verstrijken van de termijn bepaald in artikel 17ter, is de schorsing opgeheven.

Art. 17ter. — De Koning kan, bij een met redenen omkleed besluit, de beslissing vernietigen waarbij een kathedrale kerkfabriek de wet schendt of het algemeen belang schaadt.

Het vernietigingsbesluit moet worden genomen binnen veertig dagen nadat de handeling van de kathedrale kerkfabriek op het ministerie van justitie is ingekomen of binnen veertig dagen nadat de handeling waarbij de kathedrale kerkfabriek kennis heeft genomen van het schorsingsbesluit op het ministerie van Justitie is ingekomen.

L'arrêté d'annulation est immédiatement notifié, par lettre recommandée à la poste, aux intéressés, à l'autorité cultuelle compétente et à la députation permanente du conseil provincial, au cas où l'acte entraîne une incidence budgétaire, et publié par extrait au *Moniteur belge*.

Art. 17*quater*. — Les opérations civiles et l'acceptation des libéralités dont le montant ne dépasse pas quatre cents mille francs sont soumises à la tutelle générale. La liste de ces actes est transmise au Ministre de la Justice à l'issue de chaque trimestre civil.

Le Roi peut adapter à l'évolution monétaire le montant fixé à l'alinéa précédent.

Section 2

De la tutelle coercitive

Art. 17*quinquies*. — Le Roi peut, après deux avertissements consécutifs constatés par la correspondance, charger un ou plusieurs commissaires de se transporter sur les lieux, aux frais personnels des membres de la fabrique cathédrale en retard de satisfaire aux avertissements, à l'effet de recueillir les renseignements ou observations demandés, ou de mettre à exécution les mesures prescrites par les lois, décrets, ordonnances, règlements généraux et arrêtés de l'Etat, des Communautés et des Régions.

L'envoi d'un ou plusieurs commissaires est immédiatement communiqué par le Ministre de la Justice à l'autorité cultuelle compétente et à la députation permanente du conseil provincial, au cas où l'acte entraîne une incidence budgétaire.

La rentrée des frais à charge des membres de la fabrique cathédrale est poursuivie comme en matière de contributions directes, par le receveur de l'Etat, après que le Roi ait déclaré l'ordonnance exécutoire. »

Art. 6. L'intitulé du chapitre III de la même loi est remplacé par l'intitulé suivant : « De la comptabilité du temporel des autres cultes reconnus ainsi que de la tutelle générale et de la tutelle coercitive ».

Art. 7. L'article 18 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 18. — Les dispositions du chapitre I^{er} relatives aux budgets et aux comptes et les dispositions du chapitre I^{er}*bis* relatives à la tutelle générale et à la tutelle coercitive sont également applicables aux conseils d'administration des églises protestante, anglicane et israélite, en ce qui concerne les rapports de ces conseils avec l'autorité civile. »

Art. 8. L'article 19*bis* de la même loi, inséré par la loi du 19 juillet 1974 et modifié par les lois des 17 avril 1985 et 18 juillet 1991, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 19*bis*. — Les administrations propres aux cultes islamique et orthodoxe sont organisées de la manière prévue par l'article 19 sur le territoire des provinces et de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

Les rapports avec l'autorité civile sont assurés par l'organe représentatif du culte islamique et l'organe représentatif de l'église orthodoxe.

La tutelle de ces administrations est exercée par le Ministre de la Justice de la manière prévue par les dispositions du chapitre II^{bis}. Cependant, leur création ainsi que les opérations civiles qu'elles effectuent et l'acceptation des libéralités qui leur sont faites, sont soumises à l'autorisation du Roi après avis des députations permanentes des conseils provinciaux intéressés.

A cet effet, les demandes de création d'une administration sont transmises au Ministre de la Justice par l'organe représentatif du culte. Les délibérations relatives aux opérations civiles et aux libéralités sont communiquées aux députations permanentes du conseil provincial qui donnent leur avis dans le mois de cette communication. Copie de ces délibérations est communiquée au Ministre de la Justice. Les avis sont réputés favorables s'ils n'ont pas été donnés dans ce délai.

Het vernietigingsbesluit wordt onmiddellijk bij een ter post aange-tekend schrijven ter kennis gebracht van de kathedrale kerkfabriek, van de voor de eredienst bevoegde overheid en van de bestendige deputatie van de provincieraad, voor zover de handeling een budgettaire weerslag met zich meebrengt, en bij uittreksel bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 17*quater*. — De civielrechterlijke handelingen en de aanneming van giften waarvan het bedrag vierhonderdduizend frank niet overschrijdt, zijn aan het algemeen toezicht onderworpen. De lijst van die handelingen wordt na afloop van elk kalenderkwartaal toegezonden aan de Minister van Justitie.

De Koning kan het bedrag dat in het voorgaande lid wordt vastgesteld, aanpassen aan de monetaire ontwikkeling.

Afdeling 2

Dwingend toezicht

Art. 17*quinquies*. — Na twee achtereenvolgende, uit de briefwisseling blijkende waarschuwingen, kan de Koning één of meer commissarissen gelasten zich ter plaatse te begeven, op de persoonlijke kosten van de leden van de kathedrale kerkfabriek die verzuimd hebben aan de waarschuwing gevuld te geven, ten einde de gevraagde inlichtingen of opmerkingen in te zamelen of de maatregelen ten uitvoer te brengen die zijn voorgeschreven bij de wetten, decreten, ordonnances, algemene reglementen en besluiten van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten.

Het besluit tot het sturen van één of meerdere commissarissen wordt onmiddellijk door de Minister van Justitie aan de voor de eredienst bevoegde overheid en aan de bestendige deputatie van de provincieraad, voor zover de handeling een budgettaire weerslag met zich meebrengt, medegedeeld.

De invordering van de kosten ten laste van de leden van de kathedrale kerkfabriek geschiedt, zoals inzake directe belastingen, door de rijksontvanger, nadat de Koning het bevelschrift uitvoerbaar heeft verklaard. »

Art. 6. Het opschrift van het hoofdstuk III van dezelfde wet wordt vervangen door het volgende opschrift : « Boekhouding van de temporaliën van de andere erkende erediensten evenals het algemeen toezicht en het dwingend toezicht ».

Art. 7. Artikel 18 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 18. — De bepalingen van het hoofdstuk I betreffende de begrotingen en de rekeningen en de bepalingen van het hoofdstuk II^{bis} betreffende het algemeen toezicht en het dwingend toezicht zijn eveneens toepasselijk op de raden van bestuur van de protestantse, anglicaanse en israëlistische Kerken, voor wat de betrekkingen van deze raden met de burgerlijke overheid betreft. »

Art. 8. Artikel 19*bis* van dezelfde wet, ingevoegd door de wet van 19 juli 1974 en gewijzigd bij de wetten van 17 april 1985 en 18 juli 1991, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 19*bis*. — De besturen die eigen zijn aan de islamitische en orthodoxe erediensten worden op de door artikel 19 bepaalde wijze ingericht op het grondgebied van de provincies en van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad.

De betrekkingen met de burgerlijke overheid worden verzorgd door het representatief orgaan van de islamitische eredienst en door het representatief orgaan van de orthodoxe kerk.

Het toezicht op die besturen wordt uitgeoefend door de Minister van Justitie op de wijze omschreven in de bepalingen van het hoofdstuk II^{bis}. Voor hun oprichting alsook voor de civielrechtelijke handelingen die zij verrichten en de aanneming van giften die aan hen gedaan worden, is evenwel de machting van de Koning vereist, na advies van de bestendige deputatie van de betrokken provincieraden.

Daartoe worden de aanvragen tot oprichting van een bestuur overgezonden aan de Minister van Justitie door het representatief orgaan van de eredienst. De beslissingen betreffende de civielrechtelijke handelingen en giften worden toegezonden aan de bestendige deputaties van de provincieraad die hun advies uitbrengen binnen een maand na die mededeling. Een afschrift van die beslissingen wordt aan de Minister van Justitie medegedeeld. De adviezen worden geacht gunstig te zijn indien zij niet binnen die termijn zijn uitgebracht.

Toutefois, les opérations civiles et l'acceptation des libéralités dont le montant ne dépasse pas quatre cents mille francs sont soumises à la tutelle générale. La liste de ces actes est transmise au Ministre de la Justice par les administrations propres au culte à l'issue de chaque trimestre civil.

Le Roi peut adapter à l'évolution monétaire le montant fixé à l'alinéa précédent.

Les interventions financières incombant aux communes en faveur des ministres et des administrations des cultes visés aux articles précédents incombent, en ce qui concerne les cultes islamique et orthodoxe, aux provinces et à la Région de Bruxelles-Capitale. »

Art. 9. Il est inséré, dans la même loi, un nouveau Chapitre IV, comprenant l'article 19ter, rédigé comme suit :

« CHAPITRE IV. — Disposition concernant
l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale

« Art. 19ter. — En vertu des dispositions sur le temporel des cultes, pour l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, le Gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, exerce les compétences attribuées au gouverneur de province et le Gouvernement et le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale exercent les compétences, attribuées à la députation permanente et au conseil provincial. »

*CHAPITRE IV. — Dispositions modifiant le décret impérial
du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises*

Art. 10. Dans l'article 59, alinéa 2, du décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises sont insérés entre les mots « envoyé » et « au Ministre de la Justice » les mots « si le montant de ces dons ou legs dépasse quatre cents mille francs. »

Art. 11. Dans l'article 62, *in fine*, du même décret impérial sont ajoutés les mots « si le montant dépasse quatre cents mille francs ».

CHAPITRE V. — Entrée en vigueur

Art. 12. Les articles 2, 3 et 9 de la présente loi, ainsi que l'article 19bis, alinéas 1^{er} et 7, de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, remplacés par l'article 8 de la présente loi, produisent leurs effets le 1^{er} janvier 1995.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 10 mars 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Scellé du sceau de l'Etat,

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Note

(1) Session de 1998-1999.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires :

— 1794-98/99 :

N° 1 : Projet de loi.

N° 2 : Rapport.

N° 3 : Texte corrigé par la commission.

N° 4 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Annales parlementaires. — 3 et 4 février 1999.

Sénat.

Documents parlementaires :

1-1265 — 1998/1999 :

N° 1 : Projet transmis par la Chambre des représentants.

De civielrechtelijke handelingen en de aanneming van giften waarvan het bedrag vierhonderdduizend frank niet overschrijdt, zijn echter onderworpen aan het algemeen toezicht. De lijst van die handelingen wordt door de besturen die eigen zijn aan de eredienst na afloop van elk kalenderjaar toegezonden aan de Minister van Justitie.

De Koning kan het bedrag dat in het voorgaande lid wordt vastgesteld, aanpassen aan de monetaire ontwikkeling.

De geldelijke tegemoetkomingen van de gemeenten ten voordele van de bedienaars en de besturen der erediensten bepaald in de vorige artikelen, komen ten laste van de provincies en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest wat de islamitische en orthodoxe erediensten betreft. »

Art. 9. In dezelfde wet wordt een nieuw hoofdstuk IV ingevoegd, bevattende het artikel 19ter, luidend als volgt :

« HOOFDSTUK IV. — Bepaling betreffende
het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad

« Art. 19ter. — Wat de temporaliën van de eredienst betreft, voor het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, oefent de gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad de bevoegdheden uit die aan de provinciegouverneur worden toegezwezen en oefenen de Regering en de Raad van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest de bevoegdheden uit die aan de bestendige deputatie en de provincieraad worden toegezwezen. »

*HOOFDSTUK IV. — Bepalingen tot wijziging van
het keizerlijk decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken*

Art. 10. In artikel 59, tweede lid, van het keizerlijk decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken worden tussen de woorden « zal » en « aan de Minister van Justitie » volgende woorden ingevoegd « indien het bedrag van de giften of schenkingen vierhonderdduizend frank overschrijdt. »

Art. 11. Aan artikel 62, *in fine*, van hetzelfde keizerlijk decreet worden de woorden « indien het bedrag vierhonderdduizend frank overschrijdt » toegevoegd.

HOOFDSTUK V. — Inwerkingtreding

Art. 12. De artikelen 2, 3 en 9 van deze wet, alsmede het bij artikel 8 van deze wet vervangen artikel 19bis, eerste en zevende lid, van de wet van 4 maart 1870 op de temporaliën van de erediensten, hebben uitwerking met ingang van 1 januari 1995.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 10 maart 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister Justitie,
T. VAN PARYS

Met 's lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

Nota

(1) Zitting 1998-1999 :

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden :

1794-98/99 :

Nr. 1 : Wetontwerp.

Nr. 2 : Verslag.

Nr. 3 : Tekst verbeterd door de commissie.

Nr. 4 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Parlementaire handelingen. — 3 en 4 februari 1999.

Senaat.

Parlementaire bescheiden :

1-1265 — 1998/1999 :

Nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.